



## CHAPITRE 66

## CHAPTER 66

Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski

An Act to amend the charter of the town of Rimouski

[Sanctionnée le 22 mars 1948]

[Assented to, the 22nd of March, 1948]

Préambule.

**A**TTE<sup>N</sup>D<sup>U</sup> que la ville de Rimouski a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 64, modifiée par les lois 6 Édouard VII, chapitre 51 et 10 George V, chapitre 96, soit de nouveau modifiée et qu'il lui soit accordé de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**W**HEREAS the town of Rimouski has, by its petition, represented it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 64, amended by the acts 6 Edward VII, chapter 51 and 10 George V, chapter 96, be again amended and that more ample powers be granted to it; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1920, c. 96, am. **1.** Les articles 4, 10, 19, 21, 23 de la loi 10 George V, chapitre 96 sont abrogés.

**1.** Sections 4, 10, 19, 21 and 23 of the act 10 George V, chapter 96 are repealed 1920, c. 96, am.

1904, c. 64, a. 31, ab. **2.** L'article 31 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 64 est abrogé.

**2.** Section 31 of the act 4 Edward VII, chapter 64 is repealed. 1904, c. 64, s. 31, repealed.

1906, c. 51, a. 3, ab. **3.** L'article 3 de la loi 6 Édouard VII, chapitre 51 est abrogé.

**3.** Section 3 of the act 6 Edward VII, chapter 51 is repealed. 1906, c. 51, s. 3, repealed.

1904, c. 64, a. 4a, aj. **4.** La loi 4 Édouard VII, chapitre 64 est modifiée en y ajoutant, après l'article 4, le suivant:

**4.** The act 4 Edward VII, chapter 64 is amended by adding after section 4 thereof the following: 1904, c. 64, s. 4a, added.

Annexion. **"4a. a)** Est par la présente loi annexée à la ville de Rimouski, cette partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, comprenant les lots portant les numéros 197 à 212 inclusivement des plan et livre de renvoi

**"4a. a.** Is hereby annexed to the town of Rimouski, that part of the municipality of the parish of St. Germain de Rimouski, comprising the lots bearing the numbers 197 to 212 inclusive of the official plan and book of reference for the parish of St. Annexion.

officiels de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski ainsi que leurs subdivisions;

b) Est par la présente loi annexée à la ville de Rimouski, cette partie du lot numéro 1 du cadastre officiel de la ville de Rimouski, telle que décrite ci-après:

"Partant de l'extrémité nord de la terre des représentants de Hubert St-Laurent, en suivant la limite nord-est de la ville, jusqu'à une distance de cent pieds sud du ruisseau de P. Morissette; de là, dans une direction sud-ouest à un angle de soixante-cinq degrés sud-ouest, jusqu'à une distance de deux cent vingt-cinq pieds; de là, dans une direction nord, une ligne droite parallèle à la grande ligne nord-est, jusqu'à l'extrémité nord de ladite terre."

Germain de Rimouski, as well as their subdivisions;

b. Is hereby annexed to the town of Rimouski, that part of lot number 1 of the official cadastre for the town of Rimouski, as hereinafter described:

"Starting at the northern end of the land of the representatives of Hubert St-Laurent, following the northeastern limit of the town, to a distance of one hundred feet south of the P. Morissette brook; thence, in a southwesterly direction at an angle of sixty-five degrees southwest, to a distance of two hundred and twenty-five feet; thence, in a northerly direction, a straight line parallel with the large northeast line, to the northern end of the said land."

1904,  
c. 64, a. 5.  
remp.

5. L'article 5 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 64, modifié par l'article 4 de la loi 10 George V, chapitre 96, est remplacé par le suivant:

5. Section 5 of the act 4 Edward VII, chapter 64, amended by section 4 of the act 10 George V, chapter 96, is replaced by the following:

Limites.

"5. A compter du 22 mars 1948, les limites de la ville de Rimouski, y compris le territoire annexé par l'article 4a précédent, en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, seront les suivantes:

Partant du point d'intersection de la rive du fleuve St-Laurent avec la ligne sud-ouest du lot 194; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; ladite ligne sud-ouest du lot 194, les lignes sud-ouest des lots 195 et 191, une ligne brisée séparant les premier et deuxième rangs jusqu'à la ligne nord-est du lot 214, ladite ligne nord-est du lot 214, la ligne nord-ouest des lots 214, 215, 216, 217 et 218, la ligne nord-est du lot 219 prolongée dans la rivière Rimouski, la ligne nord-est du lot 220 prolongée dans la rivière Rimouski, la ligne nord-est du lot numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur prolongée dans le fleuve St-Laurent jusqu'à un point à mi-distance entre la rive du fleuve St-Laurent et l'île St-Barnabé, une ligne droite jusqu'à un point sur le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 194 à mi-distance entre la rive du fleuve St-Laurent et l'île St-Barnabé, ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ."

"5. As from the 22nd of March 1948 the limits of the town of Rimouski, including the territory annexed by the preceding section 4a, with reference to the official cadastre for the parish of St. Germain of Rimouski, shall be the following:

Starting at the point of intersection of the shore of the St. Lawrence River with the southwest line of lot 194; thence passing successively by the following lines and boundaries: the said southwest line of lot 194, the southwest lines of lots 195 and 191, an irregular line dividing the first and second ranges to the northeast line of lot 214, the said northeast line of lot 214, the northwest line of lots 214, 215, 216, 217 and 218, the northeast line of lot 219 extended in the Rimouski River, the northeast line of lot 220 extended in the Rimouski River, the northeast line of lot number 1 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur extended in the St. Lawrence River to an equidistant point between the shore of the St. Lawrence river and St. Barnabé Island, a straight line to a point on the extension of the southwest line of lot 194 equidistant from the shore of the St. Lawrence river and St. Barnabé Island, the said extension going towards the southeast as far as the starting point."

Limites.

S.R.,  
c. 233,  
a. 48,  
remp.  
pour la  
ville.  
Maire.

**6.** L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**48.** Le maire est élu pour trois ans à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,  
c. 233,  
a. 68a, aj.  
pour la  
ville.

**7.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 68, le suivant:

Commis-  
sion spor-  
tive.

"**68a.** Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission sportive composée de huit membres dont un échevin et sept citoyens nommés dans les six mois suivant l'élection générale des membres du conseil. L'échevin en sera le président d'office. Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir. Et leurs services seront gratuits. Les attributions et devoirs de cette commission seront définis par un règlement adopté à cette fin par l'autorité qui l'a instituée. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président soit par la majorité de ses membres. Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."

S.R.,  
c. 233,  
a. 134,  
remp.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 134 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Taxes non  
payées.

"**134.** Les noms des personnes mentionnées aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 128 ne pourront être inscrits sur la liste des électeurs, s'ils n'ont pas payé leurs redevances au trésorier de la ville le ou avant le 15 mars précédant la confection des listes.

Idem.

Le défaut par le propriétaire d'autre part d'avoir payé ses taxes ne le privera pas du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs et d'exercer son droit de vote."

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
remp.  
pour la  
ville.

**9.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque  
de la con-  
fection.

"**135.** Chaque année, avant le 1er avril le greffier dresse ou fait dresser sous

**6.** Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**48.** The mayor shall be elected for three years by the majority of the electors who have voted."

**7.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 68, the following:

"**68a.** The council is authorized to establish by by-law a sporting commission composed of eight members of whom one alderman and seven citizens shall be appointed within six months from the general election of the members of the council. The alderman shall be president *ex officio*. The members of the commission shall remain in office at the discretion of the council. Their services shall be gratuitous. The prerogatives and duties of the commission shall be defined by a by-law passed for that purpose by the authority establishing same. Upon the request of the council, it shall render an account of its labours and decisions by transmitting reports signed either by its president or by the majority of its members. Any project involving any expenditure of money shall be first authorized by the council."

**8.** Section 134 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**134.** The names of the persons mentioned in sub-paragraphs *b* and *c* of subsection 1 of section 128 shall not be entered on the electoral list, if they have not paid their taxes to the treasurer of the town on or before the 15th of March preceding the preparation of the lists.

On the other hand, the default by the proprietor to have paid his taxes shall not deprive him from being entered on the electoral list and to exercise his right to vote."

**9.** Section 135 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**135.** Prior to the first of April of each year, there shall be prepared by the

sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral requis."

clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered on the electoral list."

S.R.,  
c. 233,  
a. 143,  
remp.  
pour la  
ville.  
Greffier  
spécial.

**10.** L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**143.** Si le troisième jour du mois d'avril, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou de la Cour de magistrat doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

**10.** Section 143 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**143.** If the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the third day of April, the judge of the Superior Court for the district, or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act, a judge of a neighbouring district, or of the Magistrate's Court, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

R.S.,  
c. 233,  
s. 143, re-  
placed for  
town.

Special  
clerk.

S.R.,  
c. 233,  
a. 173,  
remp.  
pour la  
ville.  
Date des  
élections.

**11.** L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**173.** L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans, le premier jour juridique de juin, conformément aux dispositions ci-après.

La prochaine élection générale aura lieu le 1er jour juridique de juin 1949.

Le conseil actuel restera en fonction jusqu'à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après les élections du mois de juin 1949.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut sur requête du conseil de la ville changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature."

**11.** Section 173 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**173.** The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the first juridical day of June in accordance with the provisions hereinafter contained.

The next general election shall be held on the first juridical day of June, 1949.

The present council shall remain in office until the opening of the first general or special sitting of the council held after the elections of the month of June, 1949.

The Lieutenant-Governor in Council may, upon the application of the town council, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates by letters patent.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

R.S.,  
c. 233,  
s. 173, re-  
placed for  
town.

Date.

Next elec-  
tion.

Present  
council.

Change.

Proceed-  
ings.

Notice.

Prochaine  
élection.

Conseil  
actuel.

Change-  
ment.

Procé-  
dure.

Avis.

S.R.,  
c. 233,  
a. 175,  
remp.  
pour la  
ville.  
Secrétaire  
d'élection.

**12.** L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"175.** Dix jours au moins avant le vingt-cinquième jour de mai dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,  
c. 233,  
a. 179,  
remp.  
pour la  
ville.  
Avis de  
l'élection.

**13.** L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"179.** Huit jours au moins avant le vingt-cinquième jour de mai, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

- 1° Le lieu, le jour, et l'heure fixés pour la présentation des candidats;
- 2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;
- 3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,  
c. 233,  
a. 181,  
remp.  
pour la  
ville.  
Date.

**14.** L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"181.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le 25 mai, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.  
Toits.

**15.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant les paragraphes suivants:

**"4a** Pour décréter que le toit de tout bâtiment devra être construit de façon que l'eau, la glace ou la neige ne puisse tomber sur le trottoir ou dans la rue;

**12.** Section 175 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 175, re-  
placed for  
town.

**"175.** Ten days at least before the twenty-fifth day of May, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

Election  
clerk.

**13.** Section 179 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 179, re-  
placed for  
town.

**"179.** Eight days at least before the twenty-fifth day of May in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

Notice of  
election.

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;
2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;
3. The appointment of the election clerk."

**14.** Section 181 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 181, re-  
placed for  
town.

**"181.** The nomination of candidates at a general election shall be held on the twenty-fifth day of May, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following the said date, during the same hours."

Date.

**15.** Section 426 of the said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding the following paragraphs:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
replaced  
for town.

**"4a.** To order that the roof of any building shall be so constructed as not to allow water, ice or snow to fall on the sidewalk or in the street;

Roofs.

Description.

"4<sup>b</sup> Pour contraindre tout acheteur dans le cas de vente d'un lot ou partie de lot enregistré ou non au cadastre, à déposer au greffe de la ville une description et un plan du terrain acheté;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 426a,  
aj. pour la  
ville.

**16.** L'article suivant est ajouté, pour la ville, après l'article 426 de la Loi des cités et villes:

Commission d'urbanisme.

"**426a.** Le conseil peut faire des règlements pour instituer une commission d'urbanisme ayant juridiction dans toute l'étendue du territoire de la ville. Cette commission sera composée d'au moins cinq et de pas plus de neuf membres dont les nominations resteront révocables à volonté. Le conseil en choisira le président. Par règlement et aux conditions qu'il le jugera à propos, le conseil pourra déléguer à cette commission les pouvoirs qu'il détient en vertu de la loi touchant le zonage, le contrôle architectural, l'approbation des permis de construction et toute autre matière relative à l'urbanisme."

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la ville.

**17.** L'article 427 de la Loi des cités et villes modifié par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est de nouveau modifié, pour la ville:

a. en ajoutant après le paragraphe 11°, le suivant:

Enlèvement des vidanges.

"11<sup>a</sup> Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans les limites de la ville et pour imposer en vue d'en défrayer le coût, une taxe sur toute personne possédant à quelque titre que ce soit une maison ou un établissement dans ses limites, exigible même de celui qui refuserait ce service; pour prescrire la nature du matériel et les dimensions des réceptacles où doivent être déposées ces vidanges, et pour interdire à cette fin l'usage de tout réceptacle non construit conformément aux dispositions du règlement. Le taux de la taxe établie à cette fin pourra varier selon les catégories de personnes ou le genre d'établissement;"

b. en remplaçant le paragraphe 26° par le suivant:

Conduites privées, etc.

"26° Pour prescrire que la construction des conduites privées: entrée d'eau, égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien,

Description.

"4b. To compel the purchaser in the case of a sale of a lot or part of a lot entered or not on the cadastre, to file with the town clerk's office a description and a plan of the land purchased;"

**16.** The following section is added, for the town, after section 426 of the said Cities and Towns Act:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426a,  
added for  
town.

"**426a.** The council may make by-laws for the appointment of a Town-Planning Commission having jurisdiction over the whole extent of the territory of the city. Such commission shall be composed of at least five and not more than nine members, whose appointment shall be subject to cancellation at will. The council shall appoint the president thereof. The council may, upon such conditions as it may determine and upon passing a by-law to that effect, delegate to such commission its powers respecting zoning, architectural control, approval of building permits, and other matters relating to town-planning."

Town-Planning Commission.

**17.** Section 427 of the said Cities and Towns Act, amended by section 4 of the act 8 George VI, chapter 39, is again amended, for the town:

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
town.

a. by adding after paragraph 11, the following:

"11<sup>a</sup> To provide for the removal of garbage within the limits of the town and in order to defray the cost thereof, impose a tax on any person owning under whatever title a house or an establishment within its limits, and exigible even from one who refuses such service; to prescribe the kind of material and the size of the containers in which such garbage shall be deposited and to prohibit the use for such purpose of any container not constructed in conformity with the provisions of the by-law. The tax rate established for this purpose may vary according to the categories of persons and kind of establishment;"

Garbage removal.

b. by replacing paragraph 26 by the following:

"26. To prescribe that the construction of private water-mains: water intake, sewer, as well as their connection with the public water-mains and their maintenance,

Private water-mains, etc.

devront se faire aux frais du propriétaire; prescrire la manière, les matériaux et l'époque de leur construction. Toute personne désirant faire tels travaux devra se munir au préalable d'un permis à cet effet et déposer au bureau du trésorier de la ville une somme approximativement suffisante pour pourvoir au coût de réfections de la rue et du trottoir, sauf ajustement ultérieur.

shall be done at the expense of the owner; prescribe the manner, the materials and the time of their construction. Any person wishing to do such work must first secure a permit to that effect and deposit in the office of the town treasurer a sum approximately sufficient to provide for the cost of repairs to the street and sidewalk, until further adjustment.

**Soupapes.** Pour obliger tout propriétaire d'immeuble à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation des soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe;"

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The municipality shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**18.** L'article 429 de la Loi des cités et villes modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52 et par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, est de nouveau modifié, pour la ville:

**18.** Section 429 of the Cities and Towns Act amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52 and by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59 is again amended, for the town:

Circulation.

a. en remplaçant le paragraphe 27° par le suivant:

"27° Pour régler la circulation et le stationnement des voitures, automobiles, bicyclettes et autres véhicules dans les rues, places publiques et parcs; pour imposer une taxe ou licence aux postes de taxis et déterminer le nombre de taxis qui peuvent y stationner; pour permettre le passage des véhicules dans une seule direction sur certaines rues ou parties de rues; pour prescrire sur quelles rues les véhicules lourdement chargés pourront circuler et de quelles rues et places publiques ils seront exclus, le tout sujet aux lois de la province relativement aux véhicules automobiles;"

a. by replacing paragraph 27 by the following:

"27. To regulate the traffic and the parking of carriages, automobiles, bicycles and other vehicles in streets, public places and parks; to impose a tax or license on taxi stands and fix the number of taxis which can be parked therein; to permit the passage of vehicles in only one direction on certain streets or parts of streets; to prescribe on what streets heavily loaded vehicles may be drawn and from what streets and places they shall be excluded, the whole subject to the laws of the province relating to motor vehicles;"

Expropriation.

"Toute acquisition d'immeuble à cette fin pourra se faire par voie d'expropriation.";

b. by adding at the end of the first subparagraph of paragraph 33, the following words:

"Every acquisition of an immovable for such purpose may be made by way of expropriation.";

Billet d'assignation.

c. en ajoutant le paragraphe 34°:  
"34° Au cas d'infraction aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de la paix la constatant, pourra remplir sur place un billet d'assignation, relatant la nature de l'infraction, en délivrer copie au conduc-

c. by adding paragraph 34:

"34. In cases of violation of by-laws relating to traffic and public safety, any police officer noticing same, may fill out on the spot a notice of summons, stating the nature of the infraction, and shall deliver a copy thereof to the driver of the

teur du véhicule ou la placer sur une partie apparente de la voiture, et en remettre l'original au département de la circulation de la ville. Tout délinquant qui satisfera audit billet dans le délai qui lui sera imparti en versant au trésorier de la ville une somme de deux dollars, sera libéré quant à lui de la pénalité attachée à cette infraction. Au cas d'inaction, la ville procédera suivant la loi.

vehicle, or place it in a conspicuous part of the vehicle, and forward the original thereof to the town traffic department. Any delinquent who satisfies such notice within the delay therein stated by paying to the town treasurer a sum of two dollars, shall be freed from the penalty connected with the infraction. In case of non-compliance therewith, the town shall proceed according to law.

Percep-  
tion vali-  
dée.

Les sommes déjà encaissées à titre d'amendes selon ce mode sont déclarées l'avoir été légalement et la ville est autorisée à les retenir."

The sums already collected as fines according to this mode are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain same."

Collec-  
tion va-  
lidated.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429a,aj.  
pour la  
ville.

**19.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant, après l'article 429, le suivant:

**19.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 429, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429a,  
added for  
town.

Travaux  
perma-  
nents.

**"429a.** La ville est autorisée à décréter, par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, tous travaux sur ses propriétés, d'un caractère permanent, ainsi que les emprunts requis pour en payer le coût, pourvu que les sommes empruntées en vertu du présent article n'excèdent pas le montant de vingt-cinq mille dollars par année."

**"429a.** The town is authorized to decree by by-law, which requires no approval other than that of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, any work on its property, of a permanent character, as well as the loans required to pay the cost thereof, provided that the sums borrowed in virtue of this section do not exceed the amount of twenty-five thousand dollars per year."

Perma-  
nent  
works.

S.R.,  
c. 233,  
a. 469,  
am. pour  
la ville.

**20.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville:

**20.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town:

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
town.

a. en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

a. by adding after paragraph 6, the following paragraph:

Restau-  
rants am-  
bulants.

**"6°a** Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

**"6a.** To regulate, limit the number of ambulating restaurants or forbid the operating thereof within the limits of the town; cancel their permit at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

Ambulat-  
ing res-  
taurants.

b. en ajoutant après le paragraphe 15°, le suivant:

b. by adding after paragraph 15 the following:

Colpor-  
teurs, etc.

**"15°a** Tout colporteur, marchand ambulant ou personne voyageant de maison en maison, dans la municipalité pour solliciter, vendre ou exposer en vente des effets ou marchandises, ou vendant des effets, articles ou marchandises dans la rue, refusant ou négligeant de se munir de la licence requise en pareil cas, après demande à cet effet, pourra être arrêté et

**"15a.** Any pedlar, itinerant merchant or person going from house to house within the municipality soliciting, selling or exposing for sale goods or merchandise, or selling goods or merchandise in the street, refusing or neglecting to procure the license required in such case, after being requested to do so, may be arrested and detained by any constable without a war-

Pedlars,  
etc.

détenu sans mandat par tout constable mais traduit devant le tribunal compétent dans les vingt-quatre heures;”;

c. en ajoutant le paragraphe 23° suivant:

Fermeture de magasins, etc.

“23° Pour ordonner, pendant le temps déterminé par le règlement pourvu que ce ne soit pas plus tôt que six heures du soir ni plus tard que sept heures du matin, la fermeture des magasins, cafés, restaurants, boutiques de barbier, salon de coiffure, salles de pool, de billard, de quilles, théâtres, salles de danse et de toute salle d’amusements ou de tout établissement de commerce. Les heures de fermeture pouvant varier selon les catégories d’établissement.

Exception.

Néanmoins, tel règlement ne devra pas affecter les hôtels, les auberges, ainsi que les endroits licenciés pour la vente des liqueurs alcooliques, ni venir à l’encontre des lois provinciale et fédérale relatives à l’observance du dimanche;”;

d. en ajoutant le paragraphe 24° suivant:

Distributeurs automatiques, etc.

“24° Pour frapper d’un impôt annuel maximum de vingt-cinq dollars tout distributeur automatique, jeux mécaniques, phonographes, dont l’usage est autorisé par la loi, et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie et de jetons, et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives, possédés ou exploités de quelque manière que ce soit par toute personne dans les limites de la municipalité. Le présent article ne s’applique pas aux balances automatiques, appareils téléphoniques, ainsi qu’aux appareils de vente distributeurs de liqueurs douces.”

S.R., c. 233, aa. 484a-484e, aj. pour la ville.

Fonds de roulement.

**21.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l’article 484, les articles suivants:

“**484a.** Dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers nécessaires, soit pour rencontrer les dépenses aléatoires de la municipalité au cours de l’année fiscale, en attendant la rentrée des fonds provenant du produit des taxes, des licences ou des autres revenus, soit pour défrayer le coût de certains travaux d’utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d’usa-

rant, but shall be brought before a competent court within twenty-four hours;”;

c. by adding the following paragraph 23:

“23. To order, during the time fixed by the by-law, provided that it be not earlier than six o’clock in the evening nor later than seven o’clock in the morning, the closing of stores, coffee-rooms, restaurants, barber shops, hairdressing parlours, pool rooms, billiard rooms, bowling alleys, theatres, dance-halls and any amusement hall or any commercial establishment. Closing hours may vary according to the kind of establishments.

Closing of stores, etc.

Nevertheless, such by-law shall not affect hotels, inns as well as licensed places for selling alcoholic liquors, nor run counter to provincial and federal laws with respect to Sunday observance;”;

Exception.

d. by adding the following paragraph 24:

“24. To impose an annual maximum tax of twenty-five dollars on any slot-machine, mechanical games, phonographs, the use of which is authorized by law, and operating by means of coins and counters, and used exclusively for the sale of merchandise or for lucrative purposes, owned or operated in whatever manner by any person within the limits of the municipality. This section does not apply to automatic scales, telephone apparatus, nor to apparatus used for the distribution and sale of soft drinks.”

Slot-machines, etc.

**21.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 484, the following sections:

R.S., c. 233, ss. 484a-484e, added for town.

“**484a.** In order to place at the disposal of the council the necessary moneys, whether to meet the unforeseen expenses of the municipality during the fiscal year, while waiting for the entry of funds from the proceeds of taxes, licenses or other revenues, or to defray the cost of certain public utility works, which are not of mere maintenance, or of certain purchases not of current use, entailing not

Working capital fund.

gé courant, entraînant des déboursés non suffisamment élevés pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut par règlement constituer un fonds connu sous le nom de fonds de roulement.

high enough expenses to justify a long term loan, the council may by by-law establish a fund known under the name of working capital-fund.

Capital-  
limite.

"484b. Le capital-limite de ce fonds sera de cinquante mille dollars et sera constitué à l'origine par le produit d'un emprunt de ce montant que la ville est autorisée à contracter en suivant les formalités requises par la loi relatives au règlement d'emprunt, sans toutefois être tenue de requérir l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables. Le remboursement de cet emprunt initial devra s'effectuer au cours d'une période-limite de quinze ans.

"484b. The limited capital of this fund shall be of fifty thousand dollars and shall be constituted at the start by the proceeds of a loan of this amount which the town is authorized to make in accordance with the formalities required by law relating to loan by-laws, without however being bound to obtain the approval of the municipal electors, proprietors of taxable immovables. The repayment of this initial loan shall be effected during a limited period of fifteen years.

Emprunts  
sur ce  
fonds.

"484c. Le conseil, par résolution dûment approuvée par la Commission municipale de Québec, pourra emprunter de ce fonds de roulement les deniers dont il aura besoin, exclusivement pour les fins mentionnées dans l'article 484a. Par ailleurs, aucun des emprunts de ce fonds ne devra être contracté pour une période de plus de cinq ans. La résolution l'autorisant devra indiquer au surplus la manière et les modalités du remboursement. Et si les revenus généraux de la corporation s'avéraient insuffisants pour l'effectuer, une taxe spéciale devra alors être imposée à cette fin, conformément aux dispositions de la loi.

"484c. The council may, by resolution duly approved by the Quebec Municipal Commission, borrow from this working capital fund the moneys it may need, exclusively for the purposes mentioned in section 484a. Besides, none of the loans out of this fund shall be made for a period of more than five years. The resolution authorizing same shall moreover indicate the manner and modalities of the reimbursement. And if the general revenues of the corporation should prove insufficient to effect it, a special tax shall then be imposed to that end, in accordance with the provisions of the law.

Trans-  
ports.

"484d. Pour en maintenir l'intégrité, le conseil pourra transporter audit fonds de roulement les arrérages de taxes, créances ou autres revenus de la municipalité à l'expiration de chaque année, et lors de leur perception, le trésorier sera tenu de les porter au compte du fonds de roulement. Les argents ainsi encaissés pourront être convertis en obligations du Canada, de la province de Québec ou de la municipalité. Et ces obligations constitueront un actif du fonds que le conseil pourra transporter en garantie de tout emprunt subséquent contracté pour rencontrer les fins de l'article 484a.

"484d. To maintain the integrity thereof, the council may transfer to the said working capital-fund the arrears of taxes, claims or other revenues of the municipality, at the expiration of each year, and at the time of their collection, the treasurer shall be bound to enter them in the account of the working capital fund. The moneys thus received may be converted into bonds of Canada, of the Province of Quebec or of the municipality. And such bonds shall constitute assets of the working capital-fund which the council may transfer as security for any loan subsequently made to meet the purposes of section 484a.

Intérêts.

"484e. Les intérêts de ce fonds de roulement constitueront des revenus ordinaires."

"484e. The interest of this working capital-fund shall constitute ordinary revenues."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526a, aj.  
pour la  
ville.

**22.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526, l'article suivant:

Pompe à  
gazoline.

**"526a.** Le conseil de ville par règlement peut frapper d'un impôt annuel maximum de cinquante dollars, toute pompe distribuant de la gazoline ou autre carburant; néanmoins, le taux de cet impôt pourra être moindre pour une pompe utilisée pour des fins exclusivement personnelles."

S.R.,  
c. 233,  
a. 527,  
am. pour  
la ville.

**23.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après le deuxième alinéa de l'article 527, modifié par l'article 6 de la loi 7 George VI, chapitre 37, l'alinéa suivant:

Demi-  
taxe.

"Toutefois, par règlement le conseil pourra n'imposer ou ne prélever qu'une demi-taxe sur les personnes qui y sont assujetties pourvu que leur commerce, leur travail ou leur industrie ne commence à s'exercer que dans les quatre mois qui restent à courir avant la fin du terme pour lequel la taxe est exigible."

S.R.,  
c. 233,  
a. 541,  
remp.  
pour la  
ville.

**24.** L'article 541 de la Loi des cités et villes, remplacé par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 52, est de nouveau remplacé pour la ville, par le suivant:

État  
transmis.

**"541.** En même temps que l'avis mentionné dans l'article 540, le trésorier doit transmettre par la poste à toute personne dont le nom est inscrit au rôle de perception, un état des taxes et sommes de deniers qu'elle doit à la corporation.

Frais.

Cet état est transmis aux frais de cette dernière.

Demande  
de paie-  
ment.

A l'expiration du délai de vingt jours, le trésorier doit faire la demande de paiement de toutes les sommes portées au rôle de perception, et non encore perçues aux personnes obligées de les payer, en leur signifiant ou faisant signifier en personne ou à leur domicile ou sous pli recommandé, un avis spécial à cette fin accompagné d'un état détaillé des sommes qu'elles doivent.

Honori-  
re.

La ville a le droit de percevoir du contribuable un honoraire de \$0.25 pour la préparation de cette dernière demande de paiement. Cet honoraire et les frais

**22.** The Cities and Towns Act is R.S., amended, for the town, by adding after section 526, the following section:

c. 233,  
s. 526a,  
added for  
town.

**"526a.** The town council may impose, by by-law, an annual maximum tax of fifty dollars, on any gasoline or carburant pump; nevertheless the rate of such tax may be less for a pump used exclusively for personal ends."

Gasoline  
pump.

**23.** The Cities and Towns Act is R.S., amended, for the town, by adding after the second paragraph of section 527, amended by section 6 of the act 7 George VI, chapter 37, the following paragraph:

c. 233,  
s. 527,  
am. for  
town.

"Nevertheless, the council may impose, or levy only a half-tax on persons subject thereto provided their commerce, work or industry began to be exercised only within the four months left to run before the end of the term for which the tax is exigible."

Half-tax.

**24.** Section 541 of the Cities and Towns Act, replaced by section 6 of the act 9 George VI, chapter 52 is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 541, re-  
placed for  
town.

**"541.** At the same time as the notice mentioned in section 540, the treasurer shall transmit by mail to every person whose name is entered on the collection roll, a statement of the taxes and sums of money he owes the corporation.

Statement  
transmit-  
ted.

This statement shall be sent at the expense of the latter.

Expense.

At the expiration of the delay of twenty days, the treasurer shall make the demand for payment of all the sums entered on the collection roll, and not yet collected from the persons obliged to pay them, by serving them or having them served in person or at their domicile or by registered letter, with a special notice to that effect accompanied by a detailed statement of the sums they owe.

Demand  
of pay-  
ment.

The town shall have the right to collect from the ratepayers a fee of \$0.25 for the preparing of this last request for payment. This fee and the costs of

Fee.

de port ou de signification seront ajoutés aux sommes dues par le contribuable et assimilés à des taxes à toutes fins."

S.R.,  
c. 233,  
a. 579a,  
aj. pour la  
ville.

**25.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 579, le suivant:

Remises,  
etc. de  
taxes.

"**579a.** Pour favoriser les industries nouvelles ou déjà existantes, le conseil peut, par résolution, aux conditions qu'il détermine, accorder des ristournes ou remises annuelles de taxes foncières payées pour l'année précédente, à l'exception des taxes d'eau, tarifées conformément à l'échelle suivante:

a) Pour toute industrie nouvelle employant outre le propriétaire, le gérant, les directeurs, ou actionnaires:

de 5 à 24 employés, remise de 10%,  
de 25 employés et plus, remise de 15%.

Néanmoins, aucune telle industrie ne pourra bénéficier de ces remises ou ristournes pour plus de cinq ans.

b) Pour toute industrie déjà existante dont le nombre d'employés s'est accru, par rapport à celui de l'année 1947, outre le propriétaire, le gérant, les directeurs ou actionnaires:

de 5 à 24 employés, remise de 5%,  
de 25 employés ou plus, remise de 7 ½%.

Néanmoins, aucune telle industrie ne pourra cependant bénéficier de ces ristournes ou remises pour plus de trois ans."

Emprunt  
autorisé.

**26.** Le conseil de la ville de Rimouski est autorisé à emprunter une somme de soixante-quinze mille dollars, pour payer la solde du coût du pavage et de l'ouverture de rues et ce par règlement soumis à l'approbation exclusive du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.

Garantie  
autorisée.

**27.** Le conseil peut, par règlement, garantir une émission d'obligation à être faite par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, pour l'établissement d'un centre de loisirs dans la ville de Rimouski, et ce, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la valeur de l'actif affecté à la garantie de cette émission.

delivery or notification shall be added to the sum due by the ratepayer and assimilated to taxes for all purposes."

**25.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 579, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 579a,  
added, for  
the town.

"**579a.** To encourage new or already existing industries, the council may, by resolution, upon conditions which it shall determine, grant annual refunds or rebates of real estate taxes paid for the previous year, except water-rates, tarified according to the following scale:

Refunds,  
etc. of  
taxes.

a. For any new industry employing besides the proprietor, the manager, the directors or shareholders:

from 5 to 24 employees, rebate of 10%,  
25 or more employees, rebate of 15%.

Nevertheless, no such industry shall benefit from such refunds, or rebates for more than five years.

b. For any already existing industry whose number of employees, besides the proprietor, manager, directors and shareholders, has increased, as compared with the year 1947;

from 5 to 24 employees, rebate of 5%,  
25 or more employees, rebate of 7 ½%.

Nevertheless, no such industry shall benefit from these refunds or rebates for more than three years."

**26.** The council of the town of Rimouski is authorized to borrow a sum of seventy-five thousand dollars to pay the balance of the cost of the paving and opening of streets, by a by-law submitted to the exclusive approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission.

Loan au-  
thorized.

**27.** The council may, by by-law, guarantee an issue of bonds to be made by a corporation constituted under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, for the establishment of a recreation centre in the town of Rimouski, and this to the extent of fifty per cent of the value of the assets set apart to guarantee this issue.

Guaran-  
tee au-  
thorized.

Approba-  
tion.

Ce règlement avant d'entrer en vigueur devra recevoir l'approbation de la majorité, en nombre et en valeur, des électeurs propriétaires ayant voté et celle de la Commission municipale de Québec.

This by-law before coming into force shall receive the approval of the majority, in number and in value, of the elector-proprietors having voted and of the Quebec Municipal Commission. Approval.

Entrée en  
vigueur.

**28.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**28.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.